

Où en est-on en 2019 ?

À la différence de grandes métropoles comme San Francisco, Berlin, Amsterdam ou Bologne, Paris n'a toujours pas de centre d'archives LGBTQI+ géré par les personnes concernées.

Partout des particuliers, des associations, comme l'Académie Gay et Lesbienne, les Archives Recherches Cultures Lesbiennes ou encore Medusa pour les personnes trans, s'attachent à constituer des archives. Mais faute de structure et de moyens pour accueillir et valoriser ces archives, nos mémoires, notre histoire, nos cultures se perdent.

C'est pourquoi, depuis septembre 2017, le collectif Archives LGBTQI+ œuvre à l'ouverture d'un centre d'archives et de documentation LGBTQI+ communautaire, autonome, accessible gratuitement à toutes et à tous.

Qui sommes-nous ?

Notre collectif est une association qui regroupe une quinzaine d'associations LGBTQI+ et plus d'une centaine de personnes physiques. Tous les profils professionnels de l'archivistique et de la documentation y sont représentés, aux côtés d'universitaires (chercheur.euse.s et étudiant.e.s), de collectionneur.euse.s, de professionnel.le.s de la gestion de projets, d'entrepreneur.euse.s et de militant.e.s.

Nous revendiquons la légitimité d'une expertise communautaire sur les archives LGBTQI+. Les LGBTQI+ sont à même d'identifier leurs besoins, de produire et de faire vivre leurs archives. Dans l'écriture très universaliste de l'Histoire, les minorités sexuelles et de genre sont encore aujourd'hui exposées à des effacements et à des dépossessions récurrentes.

Nous veillons à ce que toutes les conditions requises soient réunies pour garantir la pérennité des archives LGBTQI+ et leur partage avec tous les publics. Pleinement inséré.e.s dans les communautés LGBTQI+, nous apportons la confiance nécessaire à celles et ceux qui veulent donner leurs archives sans redouter qu'elles soient dispersées ou invisibilisées.

Notre collectif s'inscrit dans le réseau des autres structures qui pilotent des initiatives mémorielles LGBTQI+, en France (Marseille, Lyon, etc.) et à l'étranger.

Quel centre d'archives voulons-nous pour les LGBTQI+ ?

Nous défendons une culture de l'archive originale, participative, qui induit le dialogue entre spécialistes et donateur.rice.s, entre chercheur.euse.s et citoyen.ne.s. Le centre d'archives LGBTQI+ doit donc être pensé comme un lieu financièrement autonome qui intègre, en un site unique et de manière cohérente, tous les espaces et services qui permettent de refléter cette vision, à savoir :

- > un service de collecte, accueillant tous les types de ressources et assurant leur traitement sur place (tri, classement, indexation, numérisation).
- > des espaces de stockage et de conservation appropriés, afin d'éviter le morcellement des fonds en divers lieux.
- > des espaces de consultation, dotés de postes de travail individuels et d'un service de conseil.
- > des espaces de valorisation, en support d'une programmation culturelle riche et variée : expositions, projections-débats, actions éducatives, etc.
- > un pôle formation, proposant des ateliers où chacun.e peut s'approprier la fabrication de l'archive et participer à sa production, notamment celle d'archives orales.
- > un pôle recherche et des fab labs, afin de soutenir le travail des chercheur.euse.s et d'expérimenter, dans le cadre d'une politique scientifique rigoureuse : colloques, séminaires, résidences, etc.
- > des espaces de convivialité, pour que les archives s'échangent et circulent.

Le Centre doit être un lieu-ressource de référence, une adresse incontournable ouverte à tous les publics : les LGBTQI+, les chercheur.euse.s, les enseignant.e.s, les scolaires, les journalistes, les militant.e.s, les artistes, les curieux.ses et les touristes de passage... Pour les LGBTQI+, leurs archives constituent une source irremplaçable de fierté. Facteur de lien social, elles sont aussi un outil primordial pour l'éducation et la lutte contre les discriminations.

Le centre doit partager des formations, les bonnes pratiques et les outils, comme le thésaurus d'indexation ou les bases de données, avec les autres lieux détenteurs d'archives LGBTQI+.

Il doit pratiquer une politique de valorisation décentralisée et transversale, en coordination avec les initiatives régionales et des institutions mémorielles non spécifiquement LGBTQI+ (expositions itinérantes, projets multi-sites, ...).

Le Centre est appelé à intervenir comme organisme expert vis à vis de partenaires qui souhaitent monter en compétence sur les questions des mémoires et des archives LGBTQI+.

Enfin, en adéquation avec les standards mondiaux, le centre se doit d'accueillir des chercheur.euse.s du monde entier en nouant des partenariats avec des universités, des centres de recherches, des musées et autres organismes, privés ou publics.

Pourquoi un centre d'archives communautaire et autonome ?

C'est le modèle qui a été retenu partout à l'étranger. Il est éprouvé, performant et parfaitement fonctionnel. Il permet de démocratiser les archives LGBTQI+ et de rendre chacun.e acteur.rice du Centre. Il diffère du modèle institutionnel public « franco-français » que certain.e.s élu.e.s voudraient imposer aux archives LGBTQI+, les exposant à des risques de fractionnement et d'invisibilisation.

En effet, dans le modèle institutionnel public, la conservation des archives est organisée en fonction de la nature des supports : les objets et les costumes vont dans des musées, les imprimés et les écrits dans des centres d'archives départementales ou nationales, une partie des audiovisuels et des supports numériques à l'Ina ou à la Bnf. Or nombre de fonds d'archives LGBTQI+, associatifs ou personnels, mêlent différents supports. Les morceler reviendrait à les mutiler, à dénaturer leur cohérence interne. Ce serait également entraver leur accessibilité et leur valorisation, à cause de la multiplication des lieux de conservation et de consultation. Le travail des chercheur.euse.s s'en trouverait pénalisé.

D'autre part, les thésaurus des Archives publiques ne sont pas toujours adaptés à la description spécifique que requièrent les archives des communautés LGBTQI+ qui usent d'un vocabulaire propre et évolutif. Or l'absence des mots-clés pertinents affaiblirait les résultats de recherches dans les fonds, occultant des pans entiers d'archives.

Par ailleurs, parce que ce n'est pas leur vocation, les Archives publiques n'ont pas l'expertise requise pour satisfaire tous les besoins des publics d'un centre d'archives LGBTQI+, dont les attentes vont bien au-delà de simples consultations.

Et que dire enfin du manque de moyens des Archives publiques qui reconnaissent déjà ne plus être en mesure d'absorber le flux des documents officiels qu'il leur incombe de traiter ? Elles sont contraintes aujourd'hui de définir des priorités dans lesquelles les archives LGBTQI+ seront toujours secondaires.

Voilà pourquoi le collectif soutient un projet de gestion communautaire et autonome de leurs archives par les LGBTQI+ eux-mêmes et refuse que cette gestion soit déléguée à des institutions publiques.

Comment agissons-nous ?

Nous avons défini un projet de centre concret, réaliste et immédiatement opérationnel, qui prend en compte les aspects techniques, juridiques et budgétaires. À savoir : une surface d'au moins 800 m², 3 à 5 salarié.e.s, une dizaine de bénévoles pour un budget global de l'ordre de 500 000 € avec un taux d'autofinancement appréciable.

Nous portons le projet auprès de partenaires publics et privés, mécènes, bénévoles, entreprises, commerces en vue de recueillir des financements et d'identifier un lieu. Nous militons pour une mise en œuvre pragmatique et progressive, préconisant l'ouverture d'une préfiguration en préalable à l'inauguration du centre définitif, afin de tester l'ensemble des fonctionnalités et services auprès des usager.ère.s.

Nous avons organisé à Paris deux journées publiques d'« Ateliers-débats pour la création d'un centre d'archives LGBTQI+ », les 4 et 5 mai 2018, à la mairie du 11e et au Carreau du Temple.

Nous menons une collecte de témoignages oraux qui seront valorisés dès 2019 sous divers formats créatifs (podcasts, webradios, expositions, dispositifs interactifs) :

- > interviews de travailleurs.ses du sexe et de seniors LGBTQI+ en co-production avec les personnes concernées et avec le soutien financier de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah),
- > recueil de la mémoire militante et communautaire avec la radio Fréquence Gaie,
- > captation et valorisation audio dans le cadre des conférences hebdomadaires « Le feuilleton des luttes » qu'organise le Centre LGBT de Paris-Île-de-France.

Nous poursuivons un projet de numérisation de fonds d'archives existants, avec mise en place d'une base de données sur les archives LGBTQI+ permettant leur consultation à distance.

Toutes et tous concerné.e.s !

Le collectif mène une action de sensibilisation auprès de l'ensemble des associations et des lesbiennes, gays, bi, trans, queers et intersexes afin de les fédérer autour de son projet de centre d'archives LGBTQI+ communautaire et autonome.

**Nous refusons de voir nos archives et nos mémoires enterrées !
Nous avons besoin de votre soutien. Rejoignez-nous, adhérez, donnez !**

contact@archiveslgbtqi.fr

<https://archiveslgbtqi.fr>

Facebook : ArchivesLGBTQI

Instagram : @nosarchiveslgbtqi

Twitter : #ArchivesLGBTQI